

Tunis, le 31 janvier 2018

Lettre ouverte à:

M. Béji Caïd Essebssi, Président de la République

M. Mohamed Nasser, Président de l'Assemblée des Représentants du Peuple

M. Youssef Chahed, Chef du Gouvernement

La liberté de la presse et d'expression est sous le joug d'une politique structurée fermement décidée à cibler et menacer les journalistes. Cette campagne a été lancée suite à la déclaration du Président de la République, le 13 janvier 2018, contre les journalistes de la presse internationale remettant en cause leur professionnalisme et leur impartialité. Des déclarations qui ont ainsi porté gravement atteinte aux journalistes et ce, dans l'exercice de leurs fonctions mais également dans leur vie personnelle. Toutes ces pressions ont coïncidé avec des protestations sociales contre la détérioration des conditions de vie et sociales, que les médias nationaux et internationaux ont tenté de couvrir et de livrer la voix des manifestants.

Dans le même contexte, le ministre de l'Intérieur avait récemment admis, au cours d'une audience devant le Commission de l'organisation de l'administration et des affaires des forces armées, le 29 janvier 2018, avoir mis sur écoute un journaliste lors des manifestations à travers le pays et n'a pas hésité à l'occasion à proférer des menaces contre les blogueurs critiquant le travail du ministère sous sa supervision.

Le Syndicat national des journalistes Tunisiens (SNJT) a reçu de nombreuses plaintes de journalistes concernant le retour de la surveillance de de leurs résidences, lieux de travail et même lors de leurs déplacements.

Cette démarche liberticide contre les journalistes s'est traduite par des attaques graves contre les journalistes lors de l'exécution de leur travail sur le terrain : violence physique, saisie d'équipement mais aussi menaces et arrestations. En effet, il est à signaler que des campagnes de désinformation, d'intimidation et des menaces de torture et de viol contre les journalistes ont été proférées par des agents de sécurité sur les réseaux sociaux et ce, en toute impunité.

La politique anti-presse coïncide avec les appels lancés par les autorités pour relancer l'«Agence Tunisienne de la Communication Extérieure» qui a joué un rôle central dans la

répression de la liberté de la presse, la corruption du secteur et la glorification de la dictature.

Cette tendance s'accompagne d'un effort gouvernemental pour imposer une législation restrictive voulant ainsi étouffer les libertés de la presse, d'expression et de manifestation à travers des projets de loi similaires à ceux souvent connus aux Etats dictatoriaux, comme le projet de loi de la protection des forces armées.

Par ailleurs, le Gouvernement a proposé un projet de loi au Parlement relatif à la nouvelle Instance de l'audiovisuel. Un projet de loi en contradiction avec les standards internationaux, menaçant même la liberté de la presse.

Les médias de services publics se trouvent également bloqués avec l'absence d'un projet de réforme. Avec des nominations parachutées à la guise du pouvoir exécutif, dans l'absence de toute transparence, ces médias subissent même une ingérence dans leurs productions.

Le syndicat considère que cette démarche n'est qu'une résultante d'une politique de l'Etat. Cette politique menace le climat de la liberté d'expression en Tunisie ; principal acquis de la Révolution.

Compte tenu de la gravité de la situation qui menaçait tout le processus de transition démocratique dans le pays, le SNJT

vous appelle à assumer vos responsabilités. Par conséquent, le syndicat a décidé de saisir le Rapporteur spécial des Nations unies sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression pour l'informer de la situation actuelle. Une demande sera formulée pour l'inviter en Tunisie afin de mener une enquête.

Nous réitérons notre appel pour assumer vos responsabilités politique et historique pour mettre fin à ces pratiques et politiques liberticides qui menacent notre démocratie naissante.

Gloire aux martyrs...

Vive la Révolution tunisienne ...

Vive le militantisme des journalistes Tunisiens ...

Néji Bghouri,

Président du Syndicat National des Journalistes Tunisiens

,